

République de Guinée équatoriale

Performance économique et perspectives

Après la découverte d'hydrocarbures dans les années 1990, la République de Guinée équatoriale a connu une croissance économique très rapide. Toutefois, depuis 2014, la baisse prolongée des cours du pétrole, combinée au déclin de la production du pays, a mis fin aux forts excédents budgétaires permettant le financement de grands programmes d'investissement encore en cours aujourd'hui. Sur la période 2016–2017, le PIB a continué de se contracter, avec des perspectives défavorables pour 2018, mais ce choc devrait se stabiliser à partir de 2019. Les autorités tablent donc sur l'assainissement des comptes publics et la diversification économique pour susciter de nouvelles sources de croissance. Des consultations sont en cours avec le Fonds monétaire international pour la mise en place éventuelle d'un programme au titre de sa Facilité élargie de crédit.

Indicateurs macroéconomiques – Evolution

La récession que le pays connaît depuis trois ans continue de se refléter dans les indicateurs macroéconomiques et budgétaires. La baisse des cours des hydrocarbures a directement affecté les comptes de l'État. Les recettes publiques se sont contractées d'environ 8 % entre 2016 et 2017, et le solde du compte courant a ainsi affiché un déficit de 10,5 % du PIB en 2016. La position nette de l'État auprès de la Banque centrale est devenue négative depuis juillet 2017. Les arriérés accumulés par l'État sur l'ambitieux programme d'investissement public destiné à soutenir la stratégie d'émergence du pays constituent une préoccupation économique majeure. Dans ce contexte, l'État a entamé, sur le moyen terme, une politique de réduction des dépenses, notamment au niveau de son premier poste de coût, les investissements publics, avec un impact direct sur le bâtiment et les travaux publics, l'un des secteurs moteurs de l'économie et de l'emploi.

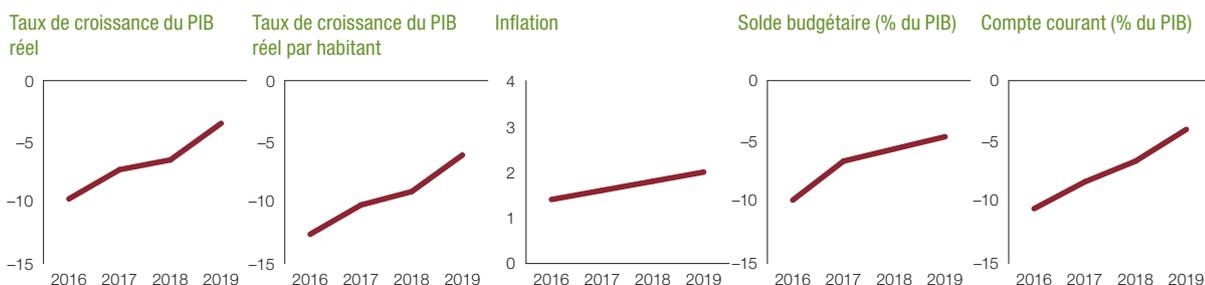
Facteurs positifs

La Guinée équatoriale bénéficie d'une très grande stabilité politique et d'un excellent environnement sécuritaire. Elle s'est fortement modernisée au cours des dernières années,

grâce à son Plan national de développement économique et social, qui implique des investissements publics très importants. Le pays dispose ainsi d'une infrastructure de première classe. Par ailleurs, il a fait des progrès très importants dans le développement humain, notamment en matière de santé et d'éducation, et poursuit la modernisation de sa fonction publique, notamment en attirant des cadres équato-guinéens formés à l'étranger. Bien que lentement, la diversification économique progresse grâce, entre autres, aux avancées dans la construction, l'agriculture, la forêt, la pêche et le commerce. La décision prise en octobre 2017 de supprimer les visas pour les citoyens de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale devrait favoriser les échanges régionaux et stimuler la croissance économique du pays.

Facteurs négatifs

Au sommet de Yaoundé (Cameroun) en décembre 2016, les chefs d'État de la CEMAC ont approuvé des politiques visant à stopper l'épuisement des réserves de la BEAC et à préserver le mécanisme de taux de change fixe. Elles comprenaient une politique monétaire et une gestion des liquidités plus rigoureuses, ainsi que des mesures pour préserver la stabilité du secteur financier. L'appartenance à une union monétaire aide la Guinée équatoriale à maintenir des taux d'inflation bas, mais elle limite ses possibilités d'adaptation aux chocs et de compétitivité extérieure. Le manque de diversification économique demeure une contrainte majeure pour le pays et l'empêche de tirer des gains de plus fortes exportations non pétrolières. En raison de l'importance du programme d'investissement public et de la diminution des ressources fiscales, l'État a accumulé, depuis 2014, des arriérés vis-à-vis du secteur privé, tant les PME équato-guinéennes que les grands groupes internationaux actifs dans le pays. En octobre 2017, ces arriérés étaient estimés par le Fonds monétaire international à près de 1 000 milliards de francs CFA. Ils constituent un frein à la croissance économique, à la création d'emplois ainsi que pour le secteur financier, où les banques accumulent des prêts douteux. Pour vraiment tirer parti de l'excellent état de ses infrastructures, le pays doit faire des efforts pour améliorer son climat des affaires et la gouvernance.



Source : Données des administrations nationales ; les chiffres sont estimés pour 2017 et projetés par les auteurs pour 2018 et 2019.